Entretien avec le journal « L'Aviso » (fin 2004)

1) *Vous êtes tenu pour le fondateur de la Nouvelle Droite. Comment « résumer » celle-ci ? Une école politique au même titre que l'Action française, une philosophie, ou juste une méthode de pensée ?*

Il est malaisé de « résumer » un parcours de 35 ans ! Ce que les médias ont à partir de 1979 appelé la « Nouvelle Droite » est une école de pensée, fondée début 1968, qui se proposait de repenser à nouveaux frais la philosophie politique et de travailler, plus généralement, dans le domaine des idées. Au départ, un groupe d'étudiants. A l'arrivée, quelques milliers de pages de livres, de revues, d'actes de colloques, etc. Et une étiquette qui n'a cessé de me coller à la peau, comme une tunique de Nessus, mais que j'ai toujours trouvée inappropriée, car équivoque. Elle donnait en effet une résonance politique à une mouvance essentiellement intellectuelle et culturelle, et l'enfermait dans une polarité droite-gauche que la classe politico-médiatique a certes tout intérêt à tenter de pérenniser, mais qui ne correspond plus à rien au regard des problématiques de notre temps.

Lorsque ce courant de pensée est apparu, j'espérais en faire à la fois l'équivalent de l'Ecole de Francfort et du CNRS. On est idéaliste quand on a vingt ans (et le pire est que je n'ai jamais cessé de l'être). Il a évidemment fallu en rabattre. Il reste une multitude de travaux qui ont exercé une certaine influence, et en exercent encore. Pour l'avenir, on verra bien : quand on lance des bouteilles à la mer, on ne préjuge pas des îles où elles arriveront. Mais vous n'avez pas tort de parler de méthode de pensée. La méthode a consisté à ne jamais tenir les résultats de ces travaux pour des acquis définitifs. La Nouvelle Droite a évolué, elle n'a cessé de préciser et de faire avancer son discours. Je comprends que cela ait pu dérouter les agités du bocal et les amateurs de randonnées, ceux qui attendent de petits catéchismes et n'aiment entendre que ce qu'ils savent déjà. Je n'ai pour ma part jamais cherché à plaire. Cela montre que j'aurais fait un très mauvais politicien !

2) *Votre pensée a depuis longtemps été attachée, à tort ou à raison, à l'anti-américanisme, ce qui fut une sorte de révolution copernicienne dans la droite française des années soixante-dix. Votre position a-t-elle évolué depuis ?*

« Révolution copernicienne » ? Mais la droite française n'a pas toujours été pro-américaine. Exception faite de sa composante libérale, elle l'a même été très rarement. Relisez Maurras, Barrès, Bonald ou Joseph de

Maistre, ou bien encore *Le cancer américain*, d'Arnaud Dandieu et Robert Aron. La droite française a très tôt dénoncé l'Amérique comme la première civilisation exclusivement commerciale de l'histoire, comme une nation fondée sur les principes des Lumières, dont la brève histoire se confond avec celle de la modernité : individualisme, matérialisme pratique, culte de la performance et de la rentabilité. Il est vrai en revanche qu'à l'époque de la guerre froide, beaucoup de gens de droite ont pu croire, par anticommunisme, que les Etats-Unis défendaient le « monde libre ». Cela n'a pas été mon cas. Maintenant que le système soviétique a implosé, on voit d'ailleurs clairement que le « monde libre » n'est que le lieu d'une aliénation généralisée d'un genre différent.

Sur les Etats-Unis, ma position n'a pas changé, mais elle s'est affinée et nuancée. Je ne suis pas américanophobe. D'abord parce que j'ai horreur des phobies et que je n'ai de détestation de principe envers aucun peuple (il n'y a pas pour moi d'« hommes en trop »), ensuite parce qu'en Amérique comme ailleurs, il y a bien entendu des choses de mon goût. Il reste que le soubassement historique de l'américanisme réside dans une idéocratie providentialiste d'origine puritaine qui, depuis l'époque des Pères fondateurs, assigne une mission universelle aux Etats-Unis (la *Manifest Destiny*), en l'occurrence la transformation de la planète en un vaste marché homogène exclusivement régi par les valeurs marchandes et fondé sur le modèle anthropologique normatif d'un individu fondé à rechercher en permanence son meilleur intérêt, celui-ci se confondant en général avec une quantité toujours plus grande d'objets consommés. Centre du « turbocapitalisme », l'Amérique reste par ailleurs le principal bénéficiaire et le principal relais, mais aussi le principal outil, de la Forme-Capital. Je pense que l'américanisme culturel est aujourd'hui la principale menace qui pèse sur les cultures populaires et les modes de vie différenciés, et que la politique américaine est le facteur principal de brutalisation des relations internationales. Menace qui transparaît sans fard dans l'unilatéralisme et l'aventurisme militaire de l'équipe actuellement au pouvoir à Washington.

3) *A en juger des événements irakiens, croyez-vous à un prochain choc des civilisations ?*

Les Etats-Unis, qui prétendent combattre un islamisme qu'ils n'ont cessé d'encourager pendant des décennies, ont choisi de faire la guerre au seul pays laïc du Proche-Orient. Les résultats ont confirmé les pires prédictions des adversaires de cette guerre illégale autant qu'illégitime, fondée de surcroît sur un abominable mensonge d'Etat (les prétendues « armes de destruction massive ») : un chaos généralisé qui menace maintenant de s'étendre aux pays voisins et de nouvelles raisons d'agir données aux groupements terroristes. Vieille histoire du pompier pyromane.

La thématique du « choc des civilisations », théorisée par Samuel

Huntington, est une formule facile qui a immédiatement séduit les esprits paresseux, toujours plus portés à répéter des slogans qu'à satisfaire aux exigences de l'analyse et de la réflexion. Au-delà des frictions culturelles qui se produisent nécessairement dans un monde globalisé, je pense que cette formule ne correspond pratiquement à rien. Les « civilisations » ne sont pas des blocs homogènes, et l'on ne voit pas par quel miracle elles pourraient se transformer en acteurs de relations internationales. La thèse de Huntington tombe en revanche à point nommé pour favoriser l'amalgame entre les pathologies sociales nées de l'immigration et l'islam, l'islam et l'islamisme, l'islamisme et le terrorisme global. Dans l'immédiat, elle légitime une islamophobie que les Etats-Unis et leurs alliés, qui étaient à la recherche d'un diable de rechange depuis la disparition de l'Union soviétique, s'emploient très intelligemment à instrumentaliser. George W. Bush appelle à la « croisade » exactement de la même façon que Ben Laden apelle à la « guerre sainte » — fondamentalisme musulman contre monothéisme du marché —, tandis qu'en France ceux-là mêmes qui, à l'époque de SOS-Racisme, dénonçaient la stigmatisation xénophobe des immigrés n'hésitent plus à les stigmatiser eux-mêmes depuis qu'ils ont découvert que ce groupe de population professe sur le Proche-Orient des vues politiquement incorrectes. Curieux renversement.

4) *Ce n'est un secret pour personne : vous n'êtes pas vraiment sur la même longueur d'onde politique que Jean-Marie Le Pen. Qu'est-ce qui vous sépare et qu'est-ce qui pourrait éventuellement vous rapprocher ?*

Je n'éprouve aucune animosité personnelle envers Jean-Marie Le Pen. C'est un homme incontestablement courageux, et sans doute l'un des seuls véritables hommes politiques de notre époque. De plus, et surtout, je ne suis pas quelqu'un qui hurle avec les loups. Quand il m'est arrivé de critiquer le Front national, cela n'a donc jamais été pour contribuer à sa diabolisation (je n'ai d'ailleurs jamais cru un instant que le FN représentait une « menace pour la République »). Mais puisque vous me demandez de résumer cette critique, je vais essayer de vous répondre franchement. Le Front national a enregistré des résultats électoraux importants, mais je ne pense pas qu'il ait fait réapparaître la droite dans le paysage politique sous un jour qui lui ait été favorable. Centrer son discours sur l'immigration, comme cela a longtemps été le cas, l'a d'emblée fait apparaître (malgré toutes les précautions de langage employées) comme un parti anti-immigrés, donc comme le parti de la xénophobie et de l'exclusion. C'était sans doute électoralement rentable, mais c'était aussi donner à croire que tous les problèmes auxquels notre pays est affronté se résument à la question de l'immigration, ce que je n'ai jamais cru un seul instant. La conséquence a été la renaissance immédiate d'un « antifascisme » obsolète — tout aussi obsolète que le fascisme lui-même — qui a figé le débat dans des termes anachroniques. L'immigration est ainsi devenue un problème empoisonné, dont il n'a plus été possible de parler normalement. Et bien entendu, les quatre millions de voix du FN n'ont pas fait diminuer le nombre des immigrés d'une seule unité.

Le positionnement clairement affiché à droite n’avait non plus rien pour m’enchanter, sutout à une époque où, comme je l’ai déjà dit, le clivage gauche-droite ne correspond plus à rien. C’était se condamner par avance à un compagnonnage avec toutes sortes d’aigris, de perpétuels perdants, d’anciens de ceci ou de cela, avec leurs nostalgies, leurs idées fixes, leurs crispations et leurs slogans. Un mouvement politique est toujours plus ou moins prisonnier de son public. Ce n’est pas avec un tel public que l’on peut énoncer autre chose que des banalités ou des paroles convenues sur des sujets aussi importants que la déstructuration du lien social, la colonisation de l’imaginaire symbolique par les valeurs marchandes, l’entrée dans l’univers postmoderne des communautés et des réseaux, les perspectives ouvertes par les biotechnologies, etc.

Permettez-moi d’ajouter que la forme-parti me semble par ailleurs être une forme dépassée. Elle a été la forme d’action politique privilégiée à l’époque de la modernité : on créait un parti, on tentait d’obtenir le plus de voix possible et un beau jour, avec un peu de chance, on accédait au pouvoir et on mettait en œuvre son programme. Aujourd’hui, ceux qui accèdent au pouvoir constatent que leur marge de manœuvre est exiguë et que, pour autant qu’ils ont un programme, ils doivent d’bord composer avec des emprises qui les dépassent. La politique a quitté ses instances traditionnelles, et les marchés financiers ont plus de pouvoir que la plupart des Etats et des gouvernements. Les choses sont encore plus claires dans le cas d’un mouvement protestataire, qui n’est qu’une addition de mécontentements. Un tel mouvement n’a aucune chance d’arriver au pouvoir dans un système où les positions de pouvoir sont précodées de façon telle que seuls peuvent y parvenir ceux dont on sait par avance qu’ils ne changeront fondamentalement rien. Il ne lui reste alors que la possibilité de devenir un parti comme les autres, mais en ce cas il perd sa raison d’être. Je pense qu’on perd son temps à rechercher la voie moyenne qui permettrait de sortir de cette alternative.

J’écris cela en sachant que la critique est facile. Et surtout en sachant que la relation entre les hommes politiques et les intellectuels a toujours été difficile (surtout à droite, où les réactions affectives dominent toujours la réflexion). Les intellectuels de partis sont toujours nuls –– ils le deviennent dès qu’ils prétendent parler au nom d’un « nous ». Quant aux hommes politiques, ils regardent immanquablement les intellectuels comme des coupeurs de cheveux en quatre, dont les vues divisent l’électorat qu’ils cherchent à rassembler. Le mieux est de laisser les uns et les autres s’observer depuis leurs planètes respectives.

5) *Pour faire bref, tout ce qui, en France, n’est pas de gauche est diabolisé depuis, mettons… mai 68. Vous n’êtes pas à proprement parler « de droite », mais cette diabolisation vous touche également. Pourquoi ? Depuis quand ? Comment ?*

La diabolisation dont vous parlez est à mon avis un phénomène plus récent. Dans les années soixante, et notamment au lendemain de Mai 68, il existait une hégémonie intellectuelle de la gauche et de l'extrême-gauche, dont témoignait, entre autres, la vogue du marxisme dans l'Université. Cette hégémonie n'était pas véritablement synonyme de diabolisation. Elle s'exerçait à partir de cénacles idéologiquement bien structurés, autour de certaines figures emblématiques, du genre de Jean-Paul Sartre, et dans un climat de politisation relativement intense. Cela n'empêchait pas les auteurs « de droite » d'être publiés (dans les années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, j'ai moi-même fait paraître des livres chez les plus grands éditeurs : Albin Michel, Robert Laffont, Plon, etc., ce qui ne serait plus possible aujourd'hui). La diabolisation est apparue autour de 1985-87, alors même que les écoles de pensée de gauche et d'extrême gauche s'étaient largement dispersées, que le marxisme et le freudisme étaient passés de mode, et que les expériences historiques auxquelles beaucoup s'étaient référés (communisme soviétique, castrisme, « modèle yougoslave », « révolution culturelle » chinoise, etc.) s'étaient soldées par des échecs évidents, tandis que la dépolitisation s'étendait un peu partout, à commencer par le monde étudiant.

J'analyse cette diabolisation comme résultant de la conjonction de deux facteurs principaux. D'une part la résurgence de cet « antifascisme » obsolète, lié à la montée du Front national, dont j'ai déjà parlé, qui a servi d'identité de substitution à quantité d'hommes de gauche qui avaient par ailleurs tout abandonné de leurs anciennes convictions : se dire « antifascistes » alors qu'ils s'étaient ralliés sans état d'âme au réformisme et à la société de marché leur permettait d'entretenir l'illusion sur leur identité. Ayant glissé à droite, il leur fallait une « menace d'extrême droite » pour se dédouaner. Cet « antifascisme » sans risques (au contraire de l'antifascisme historique), mais au contraire éminemment rentable, car consonnant avec l'air du temps, a pris la forme d'un psychodrame, qui s'est traduit par la mise en place de « comités de vigilance », de pratiques inquisitoriales généralisées, de procès à grand spectacle, de récitation rituelle de *mantras* sur le « travail de mémoire », d'épurations rétrospectives, etc. Le second facteur a été la mise en place de ce qu'on a appelé la « pensée unique », phénomène qu'il faut interpréter de manière systémique beaucoup plus qu'idéologique. L'échec des grandes expériences alternatives du XXe siècle a généralisé l'idée que nous vivons sous l'horizon du seul modèle de société possible. C'est l'idée que ne cessent de répéter implicitement les médias, et que Fukuyama a théorisé dans son livre sur la « fin de l'histoire ». Il en a résulté l'illusion qu'il n'existe qu'une seule solution aux problèmes politiques et sociaux, solution technique et non pas idéologique, que la conduite des affaires publiques est essentiellement une affaire d'expertise gestionnaire, et que tout ce qui s'écarte de ce « cercle de raison » doit être impitoyablement écarté. Les partis politiques ne se sont plus dès lors attachés qu'à leur image médiatique, tandis que se constituait un grand bloc central, un « extrémisme du centre », dont la caractéristique majeure est que tout y

est interchangeable.

Sur la base de cette double vulgate minimale, un processus d'exclusion-diabolisation s'est mis en place de façon accélérée. Il s'est élargi progressivement en cercles concentriques, touchant dans un premier temps des gens réputés d'« extrême droite », mais en s'étendant très vite à toutes les voix discordantes quelle qu'en était la provenance (y compris les voix discordantes de gauche). Disons pour faire bref que tous les esprits libres se sont vus peu à peu couper le haut-parleur. Pour donner des exemples, il faudrait remplir des dizaines de pages. Je n'en donnerai qu'un, tout à fait personnel, mais qui donne une idée du chemin parcouru : en 1981, *Le Monde* pouvait encore publier un entretien avec moi qui couvrait deux pleines pages de ce quotidien, alors qu'aujourd'hui je ne pourrais plus y publier une ligne. En 1977, plus de 300 articles avaient salué la publication de mon livre intitulé *Vu de droite*, qui avait dans la foulée remporté le Grand Prix de l'Essai de l'Académie française. Aujourd'hui, j'ai tout simplement renoncé à faire des services de presse. Il est clair qu'en faisant un travail d'ordre intellectuel, c'est-à-dire en intervenant dans un champ théorique dont certains avaient fait leur chasse gardée, je ne pouvais, dans un pareil climat, qu'être voué à l'ostracisme. Comme on n'a jamais trouvé à m'opposer une seule ligne que j'ai écrite, on s'en tient au silence, méthode très efficace à l'époque où tout dépend de la communication médiatique. Faire silence épargne d'avoir à réfuter, tâche plus difficile. Cela ne m'empêche pas de dormir. L'ostracisme, aujourd'hui, est l'autre nom de la liberté.

6) *Il suffit de voyager un peu en Europe, ou ailleurs, pour se rendre compte que vous êtes plus reconnu en Italie ou aux USA qu'en France. Comment expliquer un tel état de fait ?*

Je me rends en effet à peu près tous les mois en Italie, où plusieurs livres m'ont été consacrés et où mes propres ouvrages ont été mis au programme de plusieurs cycles d'études universitaires. J'y suis régulièrement invité à débattre, dans des colloques ou à la télévision, avec des auteurs ou des personnalités de toutes opinions politiques. Après avoir connu la triste période des « années de plomb », l'Italie est aujourd'hui un pays à peu près libre — ou, plutôt, à peu près normal. Quand on invite quelqu'un à débattre, on ne se soucie en général que d'une chose : qu'il ait quelque chose à dire. C'est dire que la « vigilance » et les « cordons sanitaires » à la française, les contorsions dialectiques sur les risques de « contamination », les supputations sur la nécessité de ne pas « légitimer » ceux dont il importe de pas « faire le jeu », sont un objet de stupeur pour la plupart des intellectuels italiens qui, au surplus, se demandent pourquoi le rayonnement intellectuel français s'est aujourd'hui à peu près tari. J'ajoute que l'absence de centralisation jacobine favorise en Italie le pluralisme éditorial et culturel, en même temps qu'il interdit, contrairement à ce que l'on voit en France, à un quarteron de petits marquis de chercher à régenter le monde des lettres et des idées à partir

de deux ou trois arrondissements de la capitale. C'est la raison pour laquelle j'ai sans doute aujourd'hui plus de lecteurs en Italie qu'en France. Ce fut en d'autres temps déjà le cas de Georges Sorel.

7) *Forte est souvent l'impression qu'en France, tout est paralysé. Que ce soit en termes de réformes, d'institutions — nationales ou européennes — et même de débat intellectuel. Cette situation vous semble-t-elle définitive ou se trouve-t-elle condamnée à évoluer ?*

La France est en effet aujourd'hui un pays complètement bloqué. Alors qu'il y a quinze ans, des hommes aussi différents que José Maria Aznar, Berlusconi, Gerhard Schröder ou Tony Blair étaient encore pratiquement inconnus, notre classe politique date de l'ère Brejnev. Sur le plan économique et industriel, l'attitude la plus courante, face aux problématiques planétaires actuelle, est celle du repli sur un cocon protecteur dont on sait pourtant bien qu'il est appelé à disparaître. Quant au débat intellectuel, réduit à un dialogue incestueux entre ceux qui pensent tous la même chose, il a totalement disparu. Les grands auteurs, de gauche comme de droite, sont morts sans avoir été remplacés, et l'on ne traduit plus aucun des livres qui suscitent à l'étranger les débats les plus stimulants (avec comme conséquence qu'il est devenu totalement impossible de se tenir au courant de l'évolution de certaines disciplines si l'on ne lit pas au moins l'anglais, l'allemand et l'italien). Sortira-t-on un jour de cette situation ? Bien sûr. Dans les affaires humaines, rien n'est jamais définitif. Toute la question est de savoir dans quel état on en sortira. Ma conviction personnelle est que les choses commenceront à évoluer lorsque des clivages nouveaux, produits par l'actualité, se seront imposés à ceux qui continuent aujourd'hui à raisonner dans des catégories anachroniques.

8) *Il y a quelques années, Alain Madelin assurait que nous étions dans une période assimilable à celle de 1789, avec des élites technocratiques à la place de nobles dont les privilèges ne correspondaient plus en rien aux services naguère rendus à la nation. Ce parallèle vous paraît-il pertinent ?*

Je me méfie toujours un peu des parallèles historiques ; comme disait Lénine, l'histoire ne repasse pas les plats. Alain Madelin, par ailleurs gentil garçon, mais qui n'en appartient pas moins lui aussi à la Nouvelle Classe dirigeante, croyait sans doute, en faisant cette comparaison, que l'heure du libéralisme dont il se réclame allait bientôt sonner. Sans avoir bien entendu la moindre sympathie pour les élites technocratiques, je crois au contraire que c'est à l'échec généralisé des pratiques libérales que nous allons assister. Depuis l'époque de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, la vogue mondiale du néolibéralisme sauvage a partout entraîné l'aggravation des inégalités (entre les pays comme à l'intérieur de chaque pays), provoqué l'apparition d'une « nouvelle question sociale », où l'exclusion des « inutiles » tend à remplacer la simple aliénation du travail

par la logique du profit, et aggravé de manière dramatique la dé-liaison sociale. Et je ne mentionne que pour mémoire les délocalisations, l'éradication des cultures et les catastrophes écologiques. La globalisation néolibérale, en même temps qu'elle intensifie les rivalités et rend de plus en plus divergents les intérêts européens et les intérêts américains, a créé un monde fluide, sans extérieur, où l'instantanéité des flux abolit l'espace et le temps tout en permettant aux crises locales de s'étendre de manière virale à l'échelle planétaire. Le système financier international, où la bulle spéculative ne cesse de s'étendre au détriment de la production réelle, se fragilise d'autant, tandis que s'esquisse une crise généralisée des approvisionnements énergétiques, à commencer par le pétrole. La « mégamachine » occidentale, engagée dans la fuite en avant du productivisme, ressemble plus que jamais à un bolide dépourvu de frein comme de marche arrière. Dans ces conditions, tout le monde pilote à vue. On danse certes sur un volcan, mais je doute fort qu'un nouvel « après-1789 » ressemble à ce qu'en espère le sympathique Madelin.

9) *« Le Figaro » a récemment interrogé nombre d'écrivains et d'intellectuels sur ce thème : « Qu'est-ce qu'être Français ? » Comment répondriez-vous à cette question ?*

La bonne question est en effet : « Qu'est-ce qu'être français ? », et non pas : « Qui est français ? » Difficile d'y répondre à une époque où le maintien des frontières ne garantit plus rien, et surtout pas l'identité des peuples ou la spécificité des cultures. Difficile d'y répondre quand la logique du Même ne cesse de s'étendre, et que le mode de vie des Français ne se distingue plus fondementalement de celui de ses voisins (ou des pays de même niveau de consommation). La première réponse qui vient à l'esprit : « Etre français consiste à pratiquer, ou plus exactement à habiter la langue française, dans ce qu'elle a d'irréductible à toute autre », n'est évidemment pas fausse, mais elle n'est qu'à demi satisfaisante. Au moins la question a-t-elle le mérite de faire comprendre que ce ne sont pas les immigrés qui ont fait disparaître notre identité, mais que nous avons plutôt tendance à rejeter la leur parce que nous avons déjà perdu la nôtre.

En fait, une telle question invite à méditer sur la notion d'identité, et à le faire sans succomber aux définitions simplistes, naïves ou convulsives, qu'on en donne ici ou là. A l'époque postmoderne, même les identités héritées ne deviennent agissantes que pour autant qu'elles sont voulues, choisies et reconnues. L'identité n'est pas une essence, un dépôt intangible, un simple legs du passé renvoyant à quelques grands mythes fondateurs. L'identité est une substance, un récit substantiel, un processus narratif, dialogique, où se combinent en permanence une part objective et une part subjective, et où l'échange avec l'autre fait aussi partie de la construction de soi. L'identité n'est pas ce qui ne change jamais, mais ce qui définit notre manière spécifique d'affronter le changement. Elle ne réside ni dans le passé ni dans la tradition, mais dans la claire conscience

qu'il nous appartient de poursuivre une narration qui excède largement nos personnes. C'est cette claire conscience qui me paraît aujourd'hui faire défaut.

10) *Vos écrits démontrent que vous prônez une Europe fédérale, mais vous ne vous privez pas de critiquer vertement l'actuelle construction européenne, pourtant donnée pour fédéraliste. Quelques explications ?*

Je pense en effet que le système fédéraliste est le seul qui soit à même de concilier les impératifs en apparence contradictoires de l'unité, qui est nécessaire à la décision, et de la liberté, qui est nécessaire au maintien de la diversité et au plein exercice de la responsabilité. Ceux qui qualifient l'Europe actuelle d'Europe fédérale montrent par là qu'ils n'ont pas la moindre idée de ce qu'est le fédéralisme. Le fédéralisme se fonde sur le principe de subsidiarité, de compétence suffisante et de souveraineté partagée. Une société fédérale s'organise, non à partir du haut, mais à partir de la base, en faisant appel à toutes les ressources de la démocratie participative. L'idée générale est que les problèmes soient réglés au plus bas niveau possible, c'est-à-dire que les citoyens aient le plus possible la possibilité de décider concrètement de ce qui les concerne, seules remontant à un niveau supérieur les décisions qui intéressent des collectivités plus vastes ou que les niveaux inférieurs n'ont pas la possibilité matérielle de prendre. Un Etat fédéral est donc exactement le contraire d'un Etat jacobin : loin de se prétendre omnicompétent et de vouloir réglementer ce qui se passe à tous les niveaux, il se définit seulement comme le niveau de compétence le plus général, le niveau où se traite exclusivement ce qui ne peut être traité ailleurs. En voulant se mêler de tout (du diamètre des fromages italiens à la chasse aux oiseaux migrateurs dans le Sud-Ouest de la France), en voulant, non pas ajouter, mais se substituer aux pouvoirs publics des nations et des régions, les actuelles institutions européennes, essentiellement bureaucratiques, se conduisent, non comme un pouvoir fédéral, mais comme un pouvoir jacobin. Comme elles sont de surcroît à peu près « illisibles » pour le citoyen moyen, qu'elles ont délibérément choisi de donner la priorité à l'élargissement de leurs structures de compétence et non à l'approfondissement de leurs structures instutionnelles, qu'elles prétendent aujourd'hui se doter d'une Constitution sans avoir même pris la peine de créer un pouvoir constituant, et enfin que ceux qui les incarnent ne sont visiblement d'accord ni sur les limites géographiques de l'Europe ni sur les finalités de la construction européenne (vaste zone de libre-échange ou puissance indépendante, espace transatlantique ou projet de civilisation), il est hélas ! bien compréhensible que beaucoup de nos concitoyens regardent désormais comme un problème supplémentaire ce qui aurait dû normalement être une solution.

11) *Pensez-vous que le pire soit toujours certain ou qu'au contraire, l'avenir puisse toujours commencer demain ?*

Si l’avenir commence toujours demain, le passé se termine toujours hier, ce qui ne nous fait guère sortir des banalités ! L’histoire est en fait toujours ouverte, et c’est la raison pour laquelle optimisme et pessimisme sont pareillement inappropriés pour y faire face. Les hommes ne savent pas l’histoire qu’ils font, pas plus qu’ils ne savent la nature de histoire qui les fait. Au moins pourraient-il tenter de prendre conscience du moment historique dans lequel ils se trouvent. Ils le font malheureusement rarement, tant est puissante la tendance de l’esprit à examiner la nouveauté avec les outils conceptuels du déjà-vu. La rupture historique des années 1989-91 nous a fait sortir à la fois du XXe siècle et du vaste cycle de la modernité, pour nous faire rentrer dans une ère radicalement nouvelle. Même s’il est bien évident que le Mur de Berlin n’est pas encore tombé dans toutes les têtes, il serait temps d’en analyser les signes avant-coureurs autrement qu’en regardant dans le rétroviseur. « Tout ce qui arrive est adorable », disait Léon Bloy. L’avenir survient sur des pattes de colombe.

Alain de Benoist